

BIRMANIE

En Birmanie, un état de guerre contre la population - en France, un combat solidaire à mener

mardi 23 mars 2021, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 22 mars 2021).

La situation dans le pays ne cesse d'empirer. Face à la politique de terreur déployée par l'armée, la solidarité internationale doit impérativement prendre plus d'ampleur. C'est notamment vrai en France.

Sommaire

- [Déséquilibre des forces](#)
- [Une solidarité à construire](#)
- [Un combat solidaire d'envergure](#)

Inexorablement, le chiffre des morts, des personnes disparues ou incarcérées, des réfugié.es augmente. Plus de 240 personnes abattues en date du 21 mars, un chiffre inférieur à la réalité. Loi martiale a été décrétée dans des quartiers de Rangoon, la capitale économique ; elle permet notamment d'ordonner l'exécution sans formalité de détenu.es. Plus de 2000 arrestations ont été effectuées depuis le putsch du 1^{er} février (il y a eu des libérations). Lycées, universités, hôpitaux sont occupés par l'armée. Fonctionnaires et autres grévistes sont menacés de sévères représailles. Le recours au viol est utilisé comme une arme de guerre. Le régime cherche à contrôler totalement l'information et les communications ; les journaux indépendants imprimés ne peuvent plus paraître. D'importantes opérations militaires sont engagées jusque dans le territoire de minorités ethniques, provoquant de premiers déplacements forcés de populations. Le pays subit un état de guerre.



Crédit Photo Wikimedia commons

Déséquilibre des forces

Le mouvement de désobéissance civile se poursuit néanmoins. La grève paralyse toujours pour une part l'administration, la banque, des entreprises. Des jeunes descendent toujours dans les rues brandir les couleurs de la résistance. Les funérailles des victimes sont l'occasion de s'engager, trois doigts levés (symbole du combat démocratique), à poursuivre la lutte jusqu'à la victoire, à savoir en

terminer une bonne fois pour toutes avec le pouvoir militaire instauré en 1962. Des journalistes et photographes travaillent en collectif pour continuer à informer le monde, malgré les arrestations et brutalités dont elles et ils sont victimes. Les habitant.es tentent de défendre des quartiers en érigeant des barricades, mais que peuvent des lance-pierres ou des boucliers de fortune face à des fusils mitrailleurs, des snipers et des chars ? L'armée renforce son emprise territoriale. Seules les minorités nationales à la périphérie du pays possèdent des forces d'autodéfense et une capacité effective de riposte.



Les funérailles des victimes (ici Ko Thet Paing Soe, à Rangoon) sont l'occasion de s'engager, trois doigts levés (symbole du combat démocratique), à poursuivre la lutte jusqu'à la victoire. (CJ)

Dans le pays même, les intérêts chinois sont devenus la cible d'opposants à la junte ; des entreprises ont été incendiées, des manifestations se sont tenues devant son ambassade, des menaces de sabotage sont proférées contre un oléoduc lui fournissant une énergie vitale à son économie... Pékin a en effet opposé son veto à toute condamnation franche des putschistes par l'ONU, prônant un « dialogue » impossible. Elle doit cependant concilier des enjeux contradictoires, ce qui devient difficile par temps de crise aigüe. Aung San Su Kyi avait d'excellentes relations avec Xi Jinping ; elle est aujourd'hui incarcérée et son procès pour haute trahison est annoncé. La Chine considère que les territoires frontaliers occupés, dans le nord, par des minorités nationales font partie de son périmètre de sécurité géostratégique. Elle leur vend des armes - ainsi d'ailleurs qu'à l'armée birmane. Elle a néanmoins besoin de sécuriser les investissements (dans les infrastructures en particulier) réalisés dans le pays, ce qui exige un accord avec les militaires au pouvoir. La « stabilité » du pays est probablement sa priorité.



Une entreprise chinoise incendiée à Hlaing Tharyar, la zone industrielle de Rangoon.

Une solidarité à construire

Au-delà des condamnations politiques et de quelques mesures comme le gel des avoirs de la junte aux Etats-Unis, les puissances occidentales sont loin d'avoir rompu les multiples liens tissés avec les militaires et leur « économie kaki ». Le rôle de la solidarité s'avère ici décisif, c'est là-dessus que je voudrais insister. En effet, sept semaines après le putsch, elle ne se manifeste encore que de façon très marginale en France. Il y a pourtant fort à faire.

Electricité de France (EDF) a décidé de suspendre le projet de mégabarrage Shweli-3 dans l'Etat shan, au nord du pays [1]. En revanche, le géant pétrolier Total, groupe international et première entreprise française en chiffre d'affaires (2015), poursuit ses opérations. Il est le principal (ou l'un des principaux) contribuable étranger de la Birmanie via, notamment, sa coopération avec la Myanmar Oil and Gas Entreprise (MOGE). Or, les autorités birmanes élues, par la voix du CPHR [2] lui ordonnent aujourd'hui de cesser tout paiement, sous quelque forme que ce soit, à la junte [3]. Les membres de l'ancien gouvernement dirigé par la LND sont certes incarcérés (voire torturés), mais cette autorité légale a été reconstituée sous la forme du (CRPH) dans la clandestinité et en exil. Quand Total refuse d'obtempérer à ses injonctions, il avalise de fait le putsch. L'Etat français, actionnaire, doit agir !

Nous savons que dans le secteur de la confection, une marque française au moins, Le Coq sportif, se fournit en Birmanie. La liste des entreprises françaises investissant en, ou commerçant avec, ce pays doit être établi pour qu'elles ne puissent pas continuer à faire discrètement affaire avec le complexe militaro-économique birman.

Parmi les premiers secteurs sociaux à initier le Mouvement de désobéissance civile se trouve le personnel soignant. La centrale syndicale CTUM a appelé à la grève générale du 8 février - elle a lancé un appel à la solidarité internationale [4], ainsi que la Fédération FGWM (habillement) [5]. Ces syndicats font partie du MDC. Pour l'heure, cependant, le syndicalisme en France tarde à se mobiliser, du moins de façon visible.



Des ouvrières du textile membre de la FGWM protestant contre, le putsch, 2 mars 2021

La crise, en Birmanie, rebat des cartes. Des mobilisations spontanées contre la junte, impliquant souvent des jeunes, se sont produites dans la plupart des territoires de la « périphérie » où vivent les minorités nationales. Leurs autorités (parlements nationaux), leurs forces armées et leurs principaux partis ont rarement officiellement clarifié leurs positions face au coup de force des militaires. Elles réagissent cependant quand la répression frappe leurs concitoyen.nes. Des liens de solidarité se tissent entre minorités nationales et Bamars (ethnie majoritaire peuplant le bassin de l'Irrawaddy), ce qui est porteur d'espoir. Des Etats ethniques commencent à protéger les membres du CRPH qui se réfugieraient sur leur sol. En retour la LND d'Aung San Suu Kyi s'engage à discuter avec eux de ce que pourrait être un véritable fédéralisme.

Que l'on soutienne le respect des droits humains, les libertés syndicales ou de presse, les peuples des forêts et montagnes, la combat des femmes, les paysans et pêcheurs, les communautés locales victimes de l'industrie du bois ou des lobbies miniers... ce qui se passe en Birmanie nous concerne. Force est cependant de remarquer qu'il n'y a pas, en France, la multiplicité d'initiatives que l'on trouve dans d'autres pays européens qui permettent, par exemple, de révéler le nom des entreprises compromises dans les fournitures à la junte de moyens de répression et de surveillance, ou complice de la surexploitation des travailleuses du textile.



Un habitant de South Dagon Township, dans la région de Rangoon, tué d'une balle dans la tête au soir du 19 mars. (Photo : CJ)

La crise birmane est une piqure de rappel sur les insuffisances des mouvements de solidarité en France.

Les associations de défenses des droits humains, écologiques et de solidarité ont réagi, en France, en publiant un communiqué commun sur Total, mais leur capacité à mobiliser est limitée. A gauche, en ce qui concerne les partis, à ma connaissance le NPA [6] et EELV [7] semblent les seuls à avoir publié un communiqué dénonçant le coup d'Etat. Il couvre régulièrement l'évolution de la situation en Birmanie dans ses publications. La revue papier *Contretemps* prépare un dossier. En Suisse, la rédaction de *A l'Encontre* a souligné la portée de « l'insurrection démocratique », prise de position reproduite dans *Contretemps* en ligne. Elle multiplie les traductions d'articles anglais [8]. *L'Humanité* suit la crise, mais force est de reconnaître que, dans l'ensemble, la gauche française reste assez inaudible, sept semaines après le putsch. Une prise de position unitaire pour s'engager collectivement dans la solidarité serait importante.

L'association Europe solidaire sans frontière (ESSF), via son site Internet, fournit au jour le jour une information très complète en français et anglais. Elle a lancé dans l'urgence un appel à la solidarité financière avec la résistance démocratique [9]. Par l'intermédiaire de nos contacts dans la région, nous pouvons apporter un soutien à des composantes actives du Mouvement de désobéissance civile et favoriser l'unité de lutte en train de se forger des minorités ethniques de la périphérie et les Bamars. Nous espérons que cet appel sera entendu.

Un combat solidaire d'envergure régionale

La situation dans la région se dégrade à nouveau. La répression s'est brusquement durcie en Thaïlande, où lourdes peines de prison sont prononcées pour lèse-majesté, mais la contestation de l'autocratie royale n'est pas muselée pour autant. Le président philippin Duterte, coupable de multiples crimes, a déclaré une guerre totale à la gauche révolutionnaire, toutes composantes confondues, et menace l'ensemble des réseaux progressistes ou de défense des droits humains, mais la résistance à sa dictature se réorganise en conséquence. En Inde, le régime Modi attise toujours plus l'ultranationalisme hindouiste, mais les mobilisations sociales gagnent dans ce pays une ampleur remarquable. La résistance démocratique en Birmanie est aujourd'hui le « front incandescent » d'une région qui connaît plus d'un front chaud.

Pierre Rousset

P.-S.

- Version développée d'un article écrit pour l' Hebdo L'Anticapitaliste - 561 (25/03/2021).

Notes

- [1] ESSF (article 57272), [Électricité de France \(EDF\) de suspendre son projet de méga-barrage Shweli-3 en Birmanie](#).
- [2] CPHR : Committee Representing Pyidaungsu Hluttaw - à savoir le parlement en résistance.
- [3] ESSF (article 57273), [Birmanie : Total doit cesser de financer la junte](#).
- [4] ESSF (article 57087), [Solidarity Now : The Confederation of Trade Unions Myanmar calls for comprehensive sanctions - "To finish off the regime and its structure"](#).
- [5] ESSF (article 57089), [Myanmar : Statement Regarding Global Apparel Brands - "In our time of greatest need, we call on the brands to support us in defense of our fundamental rights and futures"](#).
- [6] ESSF (article 56990), [Solidarité avec le peuple Birman](#).
- [7] ESSF (article 57616), [EELV dénonce le coup d'Etat en Birmanie et apporte tout son soutien à la population birmane](#).
Par erreur, nous n'avions pas mentionné cette prise de position lors de la rédaction initiale de l'article
- [8] Ces traductions sont disponibles sur ESSF qui remercie *A l'Encontre* pour ce travail très utile.
- [9] ESSF (article 57155), [Birmanie / Myanmar : Face à une dictature militaire meurtrière, un appel urgent à la solidarité financière avec les organisations populaires](#).